

Réunification

Déclaration de Saint-Herblain

Le 15 mars 2009

Le monde est entré dans une crise profonde et de longue durée. Cette crise s'inscrit dans un cycle de contractions qui risque de remettre en causes tous les acquis sociaux, politiques et culturels du siècle passé et de plonger le monde dans une nouvelle ère d'instabilité. Face à ces enjeux, l'heure n'est plus aux jeux politiques.

L'Union Démocratique Bretonne a toujours estimé que le problème des territoires était au centre de la question sociale, car c'est dans le cadre d'un territoire que se mènent les politiques publiques et que se combattent les inégalités. Pour être un véritable espace de solidarité et de démocratie, cependant, un territoire doit être plus que le pré carré de quelque grand féodal. Il doit former un trait d'union entre ses habitants, une communauté de destin unie par l'histoire, la culture et le sentiment d'un avenir commun.

C'est pour cela, et non par fétichisme historique ou linguistique, que l'Union Démocratique Bretonne réitère son ambition de voir la Loire-Atlantique s'unir aux autres départements bretons pour former une communauté de destin plongeant ses racines dans une histoire plus ancienne que celle de la plupart des états européens. Le sentiment d'un avenir partagé ne se décrète pas et on ne peut fonder une identité ni sur des petits arrangements politiques, ni sur des campagnes d'autopromotion aussi dispendieuses qu'invisibles, ni sur des sondages biaisés. Le croire s'est se condamner à la médiocrité et à l'impuissance.

Pour mettre en place une véritable politique d'adaptation à la crise et au monde relocalisé qui en sortira, la réunification de la Bretagne est une nécessité absolue. Elle seule pourra mettre un terme aux luttes de clans et à l'agitation brouillonne qui se fait passer ici pour une politique régionale. Elle seule permettra aux départements de l'ouest de la France, en faisant éclater ce conglomérat désarticulé qu'on appelle les Pays de la Loire, de s'intégrer dans de véritables territoires et de cesser de n'être qu'une collection de vicomtes rivaux, ce qui suppose une réorganisation globale de l'ouest de la France.

Elle demande aux députés et sénateurs bretons de mettre de côté leurs querelles partisans et de déposer dès que possible une proposition de loi ou un amendement entérinant le retour de la Loire-Atlantique au sein de la Bretagne.

L'Union Démocratique Bretonne demande donc au gouvernement et au président de la République d'organiser, sur les cinq départements bretons une consultation populaire précédée d'un débat ouvert à toutes les forces politiques.

Elle demande aux responsables politiques de gauche comme de droite de s'élever au dessus de leurs intérêts de caste, de clan ou de courant et de ne plus faire obstacle, ouvertement ou de manière plus sournoise, à une réunification souhaitée par la population et que seule les intérêts d'une coterie partisane empêchent de devenir une réalité.